

# Les gauches face à la crise de régime de l'État espagnol

**Adoración Guamán et Jaime Aja**

*Professeurs de droit et de sociologie des universités de Valence et de Cordoue*

La crise que traverse l'État espagnol dépasse les seules dimensions économique et politique. Il s'agit d'une crise organique du système, que l'on peut qualifier de « crise de régime ». C'est une crise qui interroge la pertinence du système politique, économique et social, né pendant la Transition et qui se caractérise par trois piliers : la Constitution de 1978, le bipartisme et le pacte social. Des enjeux comme l'explosion des inégalités de revenus et de patrimoine ; le développement de la précarité professionnelle et sociale, du chômage, de la pauvreté et de l'exclusion <sup>1</sup> ; l'augmentation du clientélisme et de la corruption qui sont devenus des composantes à part entière du système de gouvernance <sup>2</sup> et bien d'autres choses encore, provoquent frustration sociale et insatisfaction démocratique <sup>3</sup>. Tout cela s'inscrit dans un contexte d'indignation permanente de la population ; de prise de distance par rapport aux institutions et aux acteurs politiques traditionnels ; de mobilisations sectorielles de la part des travailleurs et d'autres groupes subalternes dans un grand nombre de manifestations d'origine, contenu et objectifs différents <sup>4</sup>.

Un large consensus a émergé pour considérer le 15 mai 2011 comme la date clé à partir de laquelle cette contestation citoyenne permanente a pris l'ampleur qu'on lui connaît dans la dernière période. Il faut alors rappeler, après la manifestation de cet après-midi-là, à l'appel de mouvements sociaux apparus de façon soudaine et inespérée, que le mécontentement individuel s'est converti en une indignation publique partagée, transformant la passivité individuelle en action collective. Avec l'occupation des places de villages et

de villes et dans un élan démocratique, ce mouvement a structuré durant plusieurs mois l'arène politique espagnole et les différentes manifestations qui se sont succédé, toujours avec le même slogan de défense des droits sociaux face aux coupes budgétaires imposées par la troïka.

Depuis ce 15 mai et jusqu'à aujourd'hui, au centre de cette crise de régime, le paysage socio politique espagnol a connu d'importants changements. D'un côté, on assiste à la crise organique du bloc dominant ; de l'autre côté, nous sommes dans une phase de renforcement et d'agrégation de forces et de mouvements ainsi que de diversification et de convergence entre les gauches sociales et politiques.

### **Les différents éléments de la crise de régime**

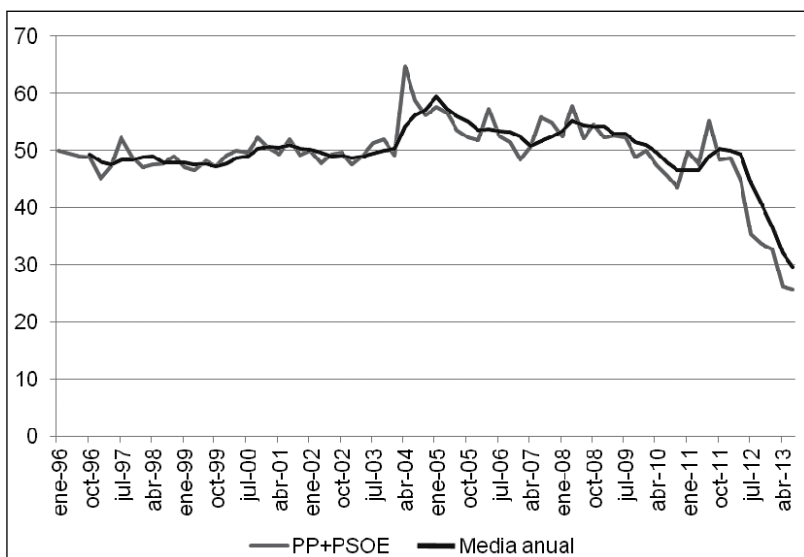
Avant de cartographier les gauches, il est nécessaire d'examiner plus en détail ce que l'on a pu qualifier de « crise de régime » ou, dans un vocabulaire plus gramscien, crise organique du système de domination. Le bloc dominant, articulé autour du pouvoir du capital financier, a eu le pouvoir en Espagne depuis la guerre civile et a déjà affronté une grave crise organique vers la fin du franquisme et durant les premières années de la Transition. Néanmoins la stabilité de ce bloc s'est fissurée ces dernières années. On peut identifier trois éléments majeurs, symptomatiques de cette crise organique. D'une part, l'appui social au bipartisme électoral s'effondre ; d'autre part, les protestations sociales se multiplient chaque jour, structurées par des majorités sociales chaque fois plus larges ; et enfin, c'est l'unité même de l'État comme élément de stabilisation du régime qui fait face aux remises en question les plus importantes de la trajectoire démocratique. Passons alors brièvement en revue ces trois aspects.

#### *La crise du bipartisme et l'ascension électorale des forces de gauche*

L'alternance entre les institutions du PP (Parti Populaire) et du PSOE (Parti Socialista Obrero Español) a permis, depuis trente ans, d'éviter d'affronter les tensions internes au bloc du pouvoir et surtout d'éviter de répondre à la tension fondamentale entre les intérêts du bloc du pouvoir et ceux de la majorité sociale. Toutefois, le bipartisme vit actuellement sa plus grave crise électorale depuis 1977. Toutes les enquêtes concordent dans le constat d'une inexorable baisse des scores électoraux du PP et du PSOE. Selon les chiffres du Centre d'enquêtes sociologiques (CIS), le total des intentions de vote pour le PP et le PSOE réunis n'était que de 25,7 % en juillet 2013. Un score divisé par deux puisqu'en juillet 2011 ce chiffre était encore de 55,2 %.

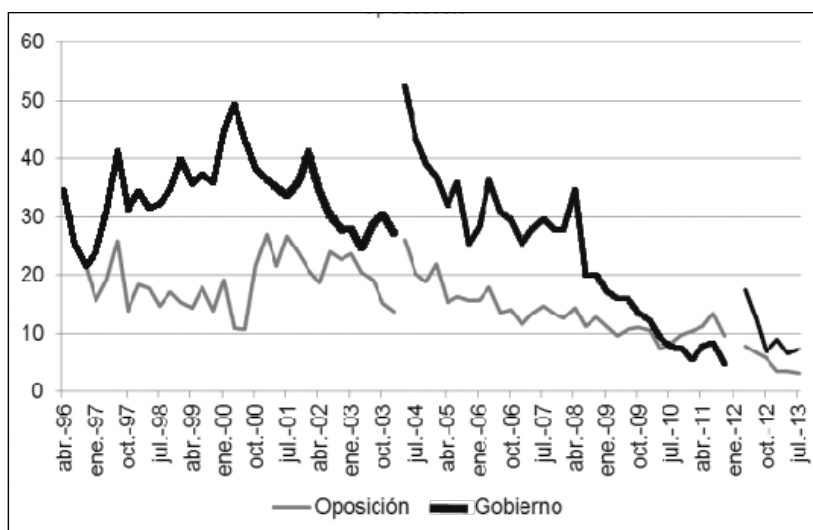
La grave crise du bipartisme s'est d'ailleurs déjà confirmée aux dernières élections municipales (mai 2011) et législatives (novembre 2011) qui ont

### Intentions de vote pour le PP et le PSOE



Source : production propre à partir des chiffres du CIS.

### Confiance dans le gouvernement et dans le premier parti d'opposition

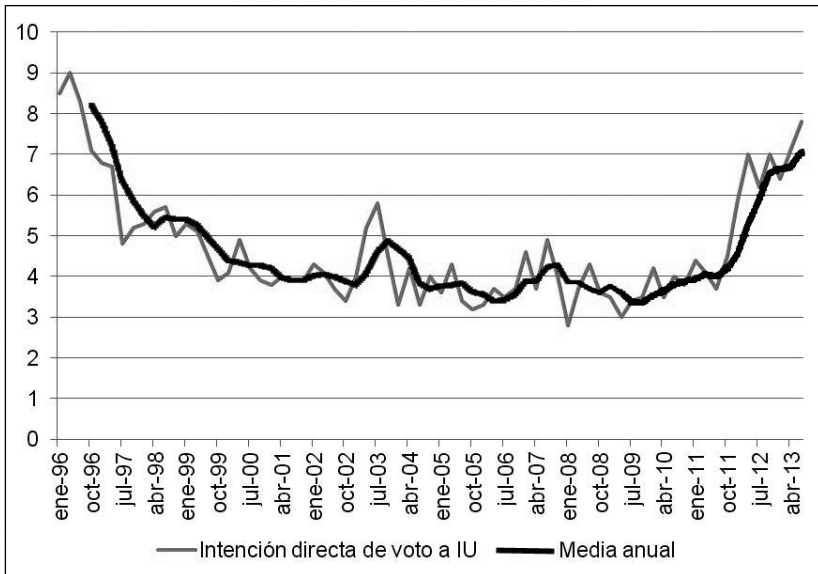


Source : production propre à partir des chiffres du CIS.

permis la domination du PP sur l'essentiel des institutions. Certes, le PP a ainsi obtenu ses meilleurs résultats : mais cette victoire était davantage due à l'effondrement de son adversaire qu'à ses propres vertus. Durant les élections de novembre 2011 le PP a obtenu la majorité absolue, mais le bipartisme dans son ensemble a perdu 4 millions de votes, traduisant une nette rupture avec la tradition des 25 dernières années. L'appui électoral au bipartisme s'est d'abord détérioré du côté de son volet le plus fragile, le PSOE. La chute du PSOE a en fait été extrêmement négative pour le gouvernement. Bien que le PP gagne des points essentiellement au détriment du PSOE, il lui faut également un adversaire d'opposition conséquent pour pouvoir canaliser les tensions sociales. La relation dialectique entre le PP et le PSOE est telle que la trop grande fragilisation de l'un réduit également les forces de l'autre.

Cette crise du bipartisme ne s'est pas encore traduite par un transfert des votes de ce bipartisme vers d'autres options (les dernières élections d'envergure nationale, pour le Parlement, furent celles de novembre 2011) bien que dans les enquêtes rendant compte du paysage électoral le changement de tendance paraisse évident. L'appui citoyen aux forces de gauche qui se sont inscrites dans la démarche des élections a ainsi considérablement augmenté. En nous centrant sur l'appui à la plus grande force politique de gauche, Izquierda

### Intentions de vote pour IU entre janvier 1996 et avril 2013



Source : production propre à partir des chiffres du CIS.

Unida (IU), et selon le CIS (le plus fiable [NDLR, des instituts d'enquête] bien qu'également le plus droitier dans ses projections) on peut voir comment les intentions de vote pour cette formation ont retrouvé leur niveau d'octobre 1966 lorsqu'elles atteignaient 7,8 %<sup>5</sup>.

Les élections européennes sont sans aucun doute une opportunité historique pour le changement électoral. Le système électoral est le plus proportionnel et le comportement électoral est plus ouvert, mais on ne peut pas sous-estimer la capacité du PP et du PSOE à rebondir. En effet, le bipartisme ne s'appuie pas uniquement sur un système électoral qui lui est favorable : il est favorisé par tous les mécanismes de la démocratie représentative, en particulier les moyens de communication.

### *La contestation sociale permanente*

Évidemment, l'importance de la crise ne s'arrête pas au seul cadre électoral : mais comme nous l'avons dit, les transformations de ce dernier constituent un signal très clair de la crise organique du bloc dominant<sup>6</sup>. Celle-ci s'est également traduite par une exacerbation du conflit social et par la multiplication des acteurs sociaux qui se sont organisés – ou renforcés – au cours des dernières années, très liée, comme on l'a vu, au phénomène *quincemayista*, également dit « des indignés » ou plus simplement du 15M (du « 15 Mai »).

Deux ans après son éclosion, il est déjà évident qu'une des principales qualités du mouvement 15M a été sa capacité à obtenir des appuis, l'adhésion, la sympathie. Ses propositions de départ renvoyaient à des principes politiques relatifs aux défaillances de la démocratie représentative, facilement identifiables et compréhensibles pour de grandes coalitions. D'ailleurs, le slogan initial du 15M fut « nous ne sommes pas une marchandise aux mains des politiciens et des banquiers ». Le contenu de cette protestation s'est élargi et s'est centré sur des préoccupations économiques et sociales, en développant et en exprimant une critique générale du système et de ses principaux acteurs : le gouvernement, les banques, les partis politiques... aboutissant à un large éventail de causes, de contestations et de désobéissances.

Le côté subjectif est l'un des principaux succès du mouvement 15M. En effet, il a encouragé une nouvelle vague de mouvements sociaux qui ont eux-mêmes pu produire de nouvelles identités collectives. Celles-ci ont à leur tour permis de dépasser, bien que progressivement, tant l'individualisme que les freins traditionnels. Sur ces bases ont pu se développer de nouvelles synergies et des stratégies communes. Ainsi, c'est dans le sillage du 15M qu'ont pu mûrir un très grand nombre de mouvements aussi essentiels que la *Plataforma de Afectados por las Hipotecas* (Mouvement de défense des locataires et petits propriétaires face aux abus des banques, développant un argumentaire sur le droit au logement) ou les bien nommées « marées citoyennes ».

Ces marées ont surgi comme une série de protestations sectorielles, orientées vers des buts concrets de défense des droits sociaux et du travail. Ces marées, verte (pour l'éducation), blanche (pour la santé), orange (pour les services sociaux), rouge (pour les retraites) se composent d'un éventail d'individus aux situations bien différentes... mais avec souvent au moins un point en commun, qui n'est autre que leur précarité.

Les marées ont mobilisé simultanément des stratégies nouvelles et traditionnelles, depuis l'occupation continue de l'espace public, des grèves de la faim jusqu'à des manifestations et grèves du travail, en exerçant une pression continue sur le gouvernement dans des secteurs aussi essentiels que la santé ou l'éducation, de concert avec les organisations syndicales de classe <sup>7</sup>.

Dans le même temps, chacun a pu constater la naissance ou le renforcement de structures ayant la volonté de regrouper une base sociale suffisante pour pouvoir représenter un contre-pouvoir citoyen conséquent <sup>8</sup>. Les stratégies de lutte sociale face à l'épuisement du régime se sont elles aussi diversifiées. Les marches de mineurs qui ont marqué le mois de mai 2012, la « Coordination 25-S » <sup>9</sup>, les actions du SAT dans les supermarchés <sup>10</sup>, ou encore les *escraches* de la PAH <sup>11</sup> sont autant d'exemples des mutations que connaissent les mouvements de protestation sociale et politique. Les dynamiques de solidarité, de formation et d'autonomisation des membres s'articulent avec l'exercice de la désobéissance civile (toujours mieux acceptée socialement), et l'usage des voies étroites pour la participation citoyenne qui existent dans le système.

En résumé, la crise a augmenté la frustration sociale et cette dernière a augmenté en retour la frustration politique. La gravité de la crise a conduit le capitalisme financier à mettre en danger les institutions qui assuraient la reproduction de la domination, c'est-à-dire ce que nous appelons le régime politique et social depuis 1978. La crise a également mis à nu une crise interne au bloc social dominant, en polarisant les contradictions existantes entre capital financier hégémonique et moyenne bourgeoisie industrielle, entre petits entrepreneurs, fonctionnaires et retraité-e-s.

### *Le pari indépendantiste*

Depuis l'été 2010, la perspective séparatiste a vu ses soutiens croître considérablement au sein de la société catalane. Cela a provoqué un réalignement du paysage politique catalan, avec des effets dans le reste du pays. En juin 2010 s'est ainsi déroulée à Barcelone une manifestation immense, sous le slogan « Som una nació. Nosaltres decidim » <sup>12</sup>, contre la résolution d'inconstitutionnalité émise par le Tribunal constitutionnel espagnol à l'encontre du texte du Estatuto de Catalunya. Un an plus tard, en avril 2011, l'Assemblée nationale catalane a vu le jour ; et deux ans plus tard, en septembre 2012, a eu lieu une des manifestations les plus massives de l'histoire de la Catalogne, sous le slogan « La Catalogne, nouvel État d'Europe ».

L'argument indépendantiste est devenu transversal. Il constitue ainsi maintenant non seulement un élément structurant de la droite catalane (Convergència i Unió) mais aussi de son allié au sein de l'exécutif catalan Esquerra Republicana de Catalunya, et de ce nouvel acteur au Parlement catalan, qui occupe l'espace de la gauche indépendantiste, les Candidatures de Unitat Popular. La direction d'ICV-EUiA<sup>13</sup> a, quant à elle, maintenu son soutien au « droit de décider » mais ne soutient pas ouvertement l'indépendance de la Catalogne. Les repères partisans sont donc partiellement brouillés.

Du point de vue des appuis électoraux, depuis la manifestation de septembre 2011, le poids des gauches avec une représentation institutionnelle en Catalogne a connu une forte progression, tandis que la droite nationaliste et espagnole ainsi que le Parti socialiste catalan ont tous deux vu leurs appuis se réduire. Face à la reconfiguration de l'échiquier sociopolitique catalan, les forces politiques de gauche ont en général soutenu le droit à décider, bien qu'elles divergent souvent sur les modèles d'État à proposer. Ce fut ainsi le cas de ANOVA e BNG en Galice ; Bildu au Pays basque ; la CHA en Aragon ; Esquerra Unida del País Valencià y Compromís, dans la région de Valence ; et enfin d'autres mouvements syndicaux comme le SAT en Andalousie. Dans le cadre de l'État national, enfin, Izquierda Unida a appuyé des motions favorables au droit à décider, au sein de son projet de République fédérale, pluri-nationale et solidaire comme modèle d'État.

### **Le grand pari des gauches : se rassembler pour construire un large front social afin d'impulser le processus constituant**

Comme on l'a montré jusqu'ici, divers mouvements sont apparus au cours des dernières années, partageant la volonté de se regrouper par-delà les différences et la diversité d'organisations qui caractérisent ce large paysage. Au-delà des points de conflit qui peuvent exister<sup>14</sup>, c'est un champ de luttes en commun qui émerge. La priorité pour tous est bien de résister aux coupes budgétaires et aux plans de la troïka ; il s'agit de proposer des alternatives qui permettent de sortir du régime de 1978 et d'ouvrir une nouvelle dynamique pour une Constituante. C'est sur ces bases communes que se développe la nécessité de converger dans un programme commun d'action et de propositions : ce dernier permettra d'accélérer la démission du gouvernement, et il implique une très forte mobilisation citoyenne.

Dans cette perspective d'accumulation de forces, la proposition d'Izquierda Unida mérite une attention accrue. Lors de sa dernière assemblée, il a été fait le pari d'orienter son organisation vers la construction d'un bloc social et politique, à travers un processus d'agrégation de forces politiques, sociales et syndicales. Il s'agit de construire un bloc qui s'appuie sur l'alliance de trois éléments essentiels : la « rébellion démocratique », l'opposition à l'ordre néo-

libéral ; des propositions pour satisfaire rapidement les demandes de bien-être social et d'émancipation démocratique, que réclament les travailleurs. Avec cette stratégie, on fait le pari qu'il est possible de s'appuyer sur les points d'accord existants pour faire converger chaque jour les luttes menées par les forces sociales, syndicales et politiques. L'un des instruments construits dans l'objectif de la démission du gouvernement a été la campagne : « Gouvernement : démission ; des élections, tout de suite ; c'est la seule alternative ». Parallèlement, des initiatives de rassemblements larges ont été prises, avec à chaque fois des objectifs explicites de rupture, à l'image des « Alternativas desde abajo » impulsées par Izquierda Anticapitalista ou d'autres groupes qui ont comme proposition principale de lancer un processus constituant.

Telle est l'idée qui permet d'agréger les différentes stratégies. Face à l'urgence soulignée ci-dessus se développe en Espagne, et avec toujours plus de vigueur, l'idée d'une nouvelle Constitution qui permettrait la transformation sociale. Bien sûr, une telle idée n'est pas neuve. En s'inspirant notamment des expériences latino-américaines, plusieurs voix appellent depuis des années à une telle transformation<sup>15</sup>. Néanmoins, il ne fait aucun doute que l'aggravation exponentielle des conditions objectives de la majorité de la population a eu pour effet de rendre cette perspective plus populaire et donc envisageable (bien que chacun soit conscient des grandes difficultés que représente un tel processus<sup>16</sup>) ; c'est d'autant plus vrai qu'au cours des deux dernières années cette idée a été bien présente au sein de l'activité sociopolitique d'un grand nombre d'organisations. Ainsi, il est possible de la retrouver dans les débats et propositions du mouvement 15M ; elle est au cœur du Mouvement 25S ; à la base du mouvement « Constituyentes » ; dans les propositions du Front civique ; dans le mouvement Procés Constituent en Catalogne ; ou dans les débats politiques au sein de IU et du PCE<sup>17</sup>. De plus, le pari d'un processus constituant a été explicitement incorporé dans les programmes politiques de la majorité des partis politiques de gauche qui se sont présentés aux dernières grandes élections<sup>18</sup>.

La nécessité d'un processus constituant est dorénavant de plus en plus admise et s'est muée en un débat tant théorique que sur le plan de ses conditions de réalisation pratiques, concernant les voies pour l'atteindre<sup>19</sup>. Toute la difficulté est d'éviter qu'il ne s'agisse d'une simple « reconstitution », et de ne pas permettre aux élites dominantes de se recycler, par les mécanismes bien connus du *Gattopardisme*<sup>20</sup> : cela signifierait l'échec de la Transition. C'est pour cela qu'au sein du Bloc social devront converger les nouveaux acteurs cherchant ce changement institutionnel et le large espace de la gauche politique qu'elle soit nouvelle ou traditionnelle<sup>21</sup>.

### **C'est le moment de converger pour la transformation**

Cette analyse sommaire montre que les moments que nous traversons sont décisifs pour les gauches, qu'elles soient politiques, sociales ou syndicales.



L'exacerbation du mal-être pour une grande majorité de la population en termes sociaux, économiques et d'emploi va probablement déboucher sur de nouvelles grèves générales ; les revendications autonomistes et notamment le processus indépendantiste en Catalogne amènera à reposer la question du financement des collectivités locales, territoriales et nationales ; les pressions de l'Union européenne (notamment les coupes budgétaires sur les administrations locales) vont intensifier les risques de précarité et de pauvreté ; les réformes à venir ou annoncées vont frapper l'éducation, le droit à l'avortement, les capacités d'action des administrations, les universités, et seront autant de facteurs favorisant la persistance des marées. Ce sera d'autant plus le cas que les institutions piliers du régime actuel, telles que la monarchie, sont engluées dans des scandales de corruption, tout comme les partis de gouvernement.

À en croire les enquêtes d'opinion, les élections européennes peuvent être l'occasion de remettre en cause le bipartisme et de réorienter l'indignation sociale, encore fortement éclatée, vers la gauche, prélude à la fin du bipartisme qui pourrait être définitivement sanctionné lors des prochaines élections de 2015. La question qui se pose à présent est : Comment d'ici là accumuler suffisamment de forces pour que la fin du bipartisme s'ouvre sur un processus constituant ayant une réelle capacité sociale et politique ? Il devra répondre à des défis considérables : résister aux pressions de la troïka et construire les bases du bloc social alternatif capable de disputer son hégémonie au capital financier. ■

## Notes

- 1) Au deuxième trimestre 2013, le taux de chômage était de 26,6 % (pour les femmes, il était de 27,02 %) ; le taux de contrats à durée déterminée était de 23,12 % pour l'ensemble des salariés ; le nombre de foyers ayant tous leurs membres au chômage est passé à 1 821 100. Le salaire minimum interprofessionnel en 2013 était de 645,30 euros, et le revenu annuel moyen par personne n'était que de 9 321 euros en 2012, avec une chute de plus d'un point. La même année, le risque de pauvreté concernait 21,1 % de la population résidant en Espagne, et elle a augmenté parmi les 16-65 ans c'est-à-dire parmi la population en âge de travailler.
- 2) La fraude et la corruption sont devenues pour l'opinion publique en 2013 le deuxième problème le plus important affectant la citoyenneté, devant les questions économiques et juste après le chômage (Baromètre CIS, juillet 2013).
- 3) Selon le Baromètre CIS, en juillet 2013, 81,5 % des Espagnols trouvaient que la situation politique de l'État espagnol était mauvaise ou très mauvaise. Seulement 2 % d'entre eux la trouvaient bonne. Il s'agit des résultats les plus extrêmes depuis le début de ces sondages : les chiffres sont pires qu'en 1982 lorsque 5 % à peine de la population appréciaient positivement la situation politique et que 37 % la trouvaient mauvaise. La série statistique montre clairement comment, à partir de 2010, la polarisation de l'opinion publique s'accélère, avec presque systématiquement plus de 70 % d'opinions négatives contre seulement 15 % d'opinions favorables.
- 4) Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, en 2012 plus de 36 000 manifestations ont eu lieu en Espagne.
- 5) Ce pourcentage est établi en fonction des réponses à la question « En supposant que des élections nationales (pour le Parlement) aient lieu demain, pour quel parti voteriez-vous ? » Dans cette enquête,

- le PP a obtenu 13,2 % et le PSOE 12,5 %. Des enquêtes ultérieures, bien que moins fiables, par exemple celle du baromètre électoral de Metroscopia, octobre 2013, confirment cette tendance : IU obtient 9,5 % d'opinions favorables, soit autant que le PSOE avec 9,6 %, le PP se stabilisant à 14,1 %.
- 6) Le système électoral espagnol, conçu et mis en place par les dernières chambres franquistes, est fait pour favoriser le bipartisme et accorder une surreprésentation aux territoires ruraux, dont on sait qu'ils sont historiquement plus conservateurs. Mais le bipartisme ne se nourrit pas uniquement de la loi électorale, il s'agit d'un système de partis structurellement associé au capitalisme des pays industrialisés. Il en constitue la forme de représentation la plus efficace.
  - 7) Entre 2010 et 2012 ont eu lieu quatre grèves générales contre les politiques de coupes budgétaires dans les services publics et les attaques au droit du travail. Trois d'entre elles ont été à l'initiative d'un large ensemble de forces syndicales, à la tête desquelles étaient les organisations syndicales majoritaires, les CCOO (Confederación Sindical de Comisiones Obreras) et l'UGT (Union General de Trabajadores de España). La quatrième a été appelée par les syndicats nationalistes catalans, basques et galiciens contre la réforme des retraites de 2011. Le nombre de grèves ordinaires a explosé du fait de la crise et comme réponse à la mise en œuvre des nouvelles dispositions des chefs d'entreprise qu'autorisait la réforme du code du travail, en particulier des facilités considérables pour réaliser des baisses de salaire et des licenciements collectifs.
  - 8) On peut citer parmi les initiatives de portée nationale : le Frente Civico Somos Mayoría ; la Convocatoria Civica ; les Mesas de Convergencia ; auxquelles il faut ajouter un très grand nombre de plates-formes de portée plus restreinte.
  - 9) Il s'agit d'une coordination au sein de laquelle participent différentes composantes, mouvements et plates-formes, ayant organisé diverses actions et mobilisations orientées vers la dénonciation du mauvais fonctionnement des institutions de l'État. La première d'entre elles a été la « rodea del Congreso » le 25 septembre 2012 ayant mobilisé des milliers de personnes autour du Congreso de los Diputados [NDT : équivalent de l'Assemblée nationale].
  - 10) Au cours de l'été 2012, le syndicat andalou des travailleurs a mené une action de saisie des aliments dans deux supermarchés d'Andalousie : les répercussions médiatiques furent immenses. Cf. pour une analyse détaillée de cette action, Sanchez del Pino, « Los del SAT y sus asaltos constituyentes », *Sin Permiso*, 19/05/2013 ; disponible en <http://www.sinpermiso.info/textos/index.php?id=5990>.
  - 11) Depuis mars 2013, la PAH a lancé une campagne de « escraches ». [NDT : Il s'agit d'un mode d'action qui consiste pour les manifestants à se déplacer auprès des lieux de travail et/ou d'habitation des acteurs visés, afin de les dénoncer publiquement.] L'objectif était double : il fallait d'une part que les députés votent la Iniciativa Legislativa Popular présentée par la plate-forme [NDT (avec l'effondrement immobilier, les emprunteurs non solvables étaient doublement pénalisés. L'expropriation ne permettant plus que d'éponger une partie de la dette, ils étaient obligés de payer le reste sur leurs revenus. Il s'ensuivait que les personnes concernées étaient non seulement à la rue mais encore couvertes de dettes). Il s'agissait en aval de dénoncer sur la place publique les député-e-s qui avaient voté contre l'ILP (ou s'étaient abstenus)].
  - 12) [NDT : en catalan, « Nous sommes une nation. Nous décidons. »]
  - 13) Il s'agit du regroupement de deux partis politiques : Iniciativa per Catalunya-Verds et Esquerra Unida i Alternativa. Cette dernière est intégrée dans la Fédération de Izquierda Unida.
  - 14) Au cours des réunions, coordinations, plates-formes et assemblées de convergence, certains thèmes suscitent d'importants débats. L'échéance prochaine des élections européennes a notamment amené des débats sur la pertinence de rester dans la zone euro. Parmi les acteurs les plus en faveur d'une sortie de l'euro, on retrouve les partisans du Manifeste « Sortir de l'euro » (<http://www.salirdeleuro.org/>). À cette argumentation, s'opposent en particulier des explications montrant que ces politiques d'austérité ne sont pas liées aux mécanismes intrinsèques à l'euro, mais aux choix politiques faits dans certains des États membres. Pour un résumé de ces débats, voir notamment : Barredo, J., Molero, R., « Euro no, euro sí y viceversa. Una propuesta », en <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=167752> ; voir aussi les articles publiés par le collectif Novecent

- critica/. Jusqu'à maintenant, le débat reste ouvert au sein des mouvements sociopolitiques de gauche : tous partagent en effet le même diagnostic sur la dette et ses effets.
- 15) Il faut également prendre en compte le fait qu'à côté de ces propositions, les forces politiques du bipartisme elles-mêmes ont défendu l'idée qu'une réforme constitutionnelle était nécessaire. Les populistes de droite représentés par le parti Unión Progreso y Democracia ont même développé le slogan de « Processus constituant » à la différence qu'ils lui ont insufflé une logique de *reconstruction* du bloc dominant.
  - 16) Viciano *et al.*, *Por una Asamblea Constituyente. Una solución democrática a la crisis*, Madrid, Sequitur, 2012 ; Noguera, A., *Utopía y poder constituyente. Los ciudadanos ante los tres monismos del Estado neoliberal*, Madrid, Sequitur, 2012 ; Pisarello, G., « Reino de España: perspectivas de un proceso destituyente-constituyente », en *Sin Permiso*, 17 mars 2013 ; Monereo, M., *De la crisis a la revolución democrática*, El viejo topo, Madrid, 2013.
  - 17) Le Parti communiste espagnol s'est donné pour objectif au cours du XVIII<sup>e</sup> Congrès, en novembre 2009, d'initier un processus constituant, après la rupture du pacte constitutionnel de la Transition. En 2010 une Conférence républicaine a été organisée dans cette optique. Aja Valle, J. « República y democracia en tiempos de crisis. El PCE inicia la elaboración de su propuesta de proceso constituyente », *Mundo Obrero*, avril 2010.
  - 18) Par ordre alphabétique, et sans prétention d'exhaustivité, on peut notamment citer : ANOVA, BCG, CHA, Compromís, les CUP, EH-Bildu, Equo, Izquierda Anticapitalista, Iniciativa per Catalunya-Esquerra Unida i Alternativa, Izquierda Unida.
  - 19) Du point de vue théorique, plusieurs options ont été mises en avant. En les synthétisant au maximum, on peut en identifier au moins deux. Une première que l'on pourrait qualifier d'« option électorale ». Dans cette optique, il s'agit de faire triompher une force électorale qui ait pour objectif l'ouverture d'un processus constituant (Viciano, R., *et al.*, *Por una Asamblea Constituyente, op. cit.*). Une deuxième option consiste à articuler des mécanismes de pression sociale dans les rues pour forcer le pouvoir politique à ouvrir un tel processus, s'il veut maintenir la paix sociale. Une telle démarche impliquerait alors, selon certains auteurs, de s'appuyer sur de « multiples et larges espaces, assemblées ou toutes institutions participatives et autogérées qui produisent, depuis la sphère civile et de façon coordonnée, des normes alternatives. » (Cf. Noguera, A., « Constituyente », in *Lugares Comunes, trece voces sobre la crisis*, Lengua de Trapo, Madrid, 2012.
  - 20) Allusion au roman de Giuseppe Tomasi di Lampedusa, *Il Gattopardo (Le-Guépard)*. Il s'agit de l'art politique de tout changer pour que rien ne change. Le gattopardisme symbolise la capacité de l'aristocratie à accepter la révolution pour préserver son influence et son pouvoir. [NDT]
  - 21) La présence de ces nouveaux mouvements, ceux qui se sont situés à l'avant-garde de la lutte pour les droits sociaux au cours des dernières années (PAH, SAT, Mareas) est ce qui donne des appuis matériels à l'aspiration « utopique » d'obtenir une nouvelle constitution. Voir Sanchez Del Pino, « Los del SAT y sus asaltos constituyentes », *Sin permiso*, 19/05/2013.